

Arrêté n° 26/638/CM

Délégation de fonctions et de signature de Madame Capucine Edou, X ème vice-Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5211-2, L5211-9 et L5211-10 relatifs au Président et aux membres du Bureau ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- L'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relatif à la transparence de la vie publique ;
- Le procès-verbal n° HN001-19148/26/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2026 relatif à l'élection de Monsieur Nicolas Isnard, en qualité de Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN004-19151/26/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2026 relatif à l'élection de Madame Capucine Edou, 10^e vice-Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°26/608/CM du Président de la Métropole du 28 avril 2026 portant délégation de fonctions et de signature de Madame Capucine Edou, 10^e vice-Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du Bureau ;
- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que le Président délègue une partie de ses fonctions aux vice-présidents ou à des membres du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence du Président ;
- Que la délégation de fonctions entraîne la délégation de signature sauf dispositions contraires.

**Reçu au Contrôle de légalité le 19 mai 2026
Publié le 19 mai 2026**

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°26/608/CM du 28 avril 2026 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée, sous la surveillance et la responsabilité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Madame Capucine Edou en qualité de 10^e vice-Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour exercer les fonctions suivantes :

Transition écologique ;

Protection de l'environnement ;

Lutte contre les pollutions ;

GEMAPI bassin Sud.

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonctions énumérées à l'article 2, Madame Capucine Edou est habilitée à signer au nom du Président :

Les décisions, arrêtés, actes, courriers, documents et attestations.

Les délibérations approuvées par le Conseil de la Métropole et le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que les actes afférents.

Article 4 :

En application de l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique si Madame Capucine Edou, titulaire de la présente délégation, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle en informera le délégant par écrit, en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences. Un arrêté du délégant détermine en conséquence les questions pour lesquelles la personne intéressée doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet à la date de publication.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Bouches-du-Rhône et au comptable public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 mai 2026
Publié le 19 mai 2026

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 mai 2026

Nicolas ISNARD

**Reçu au Contrôle de légalité le 19 mai 2026
Publié le 19 mai 2026**